

# Sous l'enjeu des listes paneuropéennes, les calculs de pouvoir

UE Le projet de listes transnationales a peu de chances d'aboutir, mais il cache les premières manœuvres pour 2019

C'est une nouvelle petite bataille politique européenne qui vient d'entrer dans sa phase finale : celle qui déterminera si l'on profitera du Brexit, et donc du départ des eurodéputés britanniques, pour créer des listes transnationales lors des prochaines élections au Parlement européen (PE), prévues le 26 mai 2019. Une idée déjà ancienne, mais qui a pris du corps depuis qu'elle est défendue par le nouveau président français Emmanuel Macron. En commission des Affaires institutionnelles du PE ce mardi, ce sont les partisans de cette idée « fédéraliste » qui ont remporté la première manche : le projet prévoit que 27 sièges sur les 73 qui seront abandonnés par les Britanniques, seraient affectés à ces listes transnationales. Et donc à des eurodéputés qui feront campagne et pourront être élus par les citoyens à travers toute l'Union européenne. Quid des autres sièges vacants ? 27 seront réaffectés entre 14 États membres sous-représentés dans la composition actuelle. Et les 19 restants seront gardés en réserve pour de futurs nouveaux membres.

En réalité, seules deux des dispositions votées en commission mardi devraient recueillir un assentiment très large, sinon unanime, lors de la session

plénière du Parlement qui se prononcera dans 15 jours à Strasbourg : la réduction du nombre total d'eurodéputés de 751 – le maximum autorisé par les trai-

tés – à 705, et la redistribution de 19 sièges. Pour ce qui est des listes transnationales, c'est loin d'être acquis. Le groupe du Parti populaire européen (PPE, droite modérée), sans lequel une majorité est difficile à trouver, est officiellement opposé à cette idée dans l'état actuel des choses, sous prétexte que les États membres, qui devront également se prononcer, n'y sont pas majoritairement favorables.

## Une majorité en plénière pas exclue

Si le PPE est majoritairement contre, les partisans des listes transnationales (dont l'avocat le plus ardent est le chef de file libéral Guy Verhofstadt), espèrent une majorité en arrachant les voix d'un paquet d'entre eux. Mais un autre enjeu se cache derrière cette bataille : quels objectifs visera Emmanuel Macron lors des élections européennes ? On prête au président français de vouloir peser dans la prochaine assemblée, comme il pèse déjà dans le cénacle des États membres. Sa première idée aurait été de créer, sur le modèle de sa réussite française, un « En Marche » européen. À défaut – et c'est une hypothèse qui paraît plus réaliste –, Macron devrait s'appuyer sur l'une des grandes familles politiques européennes : la droite classique, les sociaux-démocrates, ou les libéraux. Les deux premiers paraissent peu plausibles, et peu vendables pour lui en France. Les troisièmes avaient cru acquis, au lendemain

de l'élection, que La République En Marche rejoindrait leur famille : mais c'était mal connaître la propension du jeune président à être seul maître à bord...

Comment s'insère l'hypothèse des listes transnationales dans ce stratego franco-européen ? Par la question de la prochaine présidence de la Commission européenne. Si l'on conserve le processus dit des « spitzenkandidaten » qui

avait été introduit en 2014 – et le Parlement y tient mordicus –, c'est la famille politique qui obtiendra le plus de sièges dans l'assemblée, qui aura le droit de proposer son candidat à la tête de la Commission. (Comme Juncker le fut il y a 4 ans.) Nombre de partisans des listes transnationales pensent dès lors que c'est à la tête de ces listes paneuropéennes que les familles politiques devraient placer leurs candidats à cette fonction. À défaut de réussir à contrôler le plus gros groupe parlementaire – qui a de fortes chances de rester celui du PPE – Emmanuel Macron pourrait tenter de peser sur la désignation du prochain président de la Commission, voire d'y placer un Français, par le biais d'une liste transnationale... Tout semble indiquer qu'il sera difficile de faire passer ces fameuses listes pour 2019. Mais, étonnamment, vu la patte de lapin que tout le monde croit déceler sous le costume de l'ambitieux Macron, personne n'exclut rien... ■

JUREK KUCZKIEWICZ